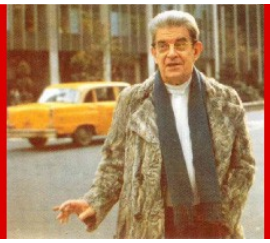
Le maître de demain, c'est dès aujourd'hui qu'il commande — Jacques Lacan

Lacan Quotidien



n° **746** – Mercredi 25 octobre **2017** – 07 h 49 **[GMT + 2]** – **lacanquotidien.fr**

Désirs en Europe

EN AVANT

Nouvelles incarnations du désir de démocratie en Europe (I),
par Eric Laurent

NOUVEAU SOUFFLE SUR LE CHAMP FREUDIEN

Politique de la psychanalyse,
psychanalystes en politique et passage de discours,
par Domenico Cosenza

LECTURES

Exilés d'aujourd'hui, par Alice Ha Pham

LACAN COTIDIANO N° 25

Carlos Márquez, Joaquín Caretti, Hilda Vittar

Nouvelles incarnations du désir de démocratie en Europe (I)

par Éric Laurent

La démocratie parlementaire en Europe marche à plein régime. Partout des élections, des promesses d'élections, des référendums, des promesses de référendums. D'emblée, il faut signaler la différence de signification entre élections et référendums, bien que les deux fassent partie de l'arsenal de l'État de droit. Dans un cas, on met l'accent sur la représentation des électeurs, dans l'autre, on met en exergue l'appel à la voix du peuple. L'État de droit arrive-t-il à traiter les passions qui brûlent ?

L'Europe et ses démocraties représentatives

Dernières péripéties. Fin septembre, lors des élections allemandes, l'AfD, le parti identitaire, populiste d'extrême droite, a obtenu 13 % des voix. La cheffe d'État la plus puissante d'Europe, Angela Merkel, qui partait favorite bien qu'au bout du rouleau de trois mandats, s'est retrouvée paralysée. On est parti pour plusieurs mois de négociations. L'Allemagne ne sera pas gouvernée avant janvier 2018 et on ne sait pas bien ce que la coalition « Jamaïque » va pouvoir trouver comme accord– il ne suffit pas de voter, il faut mettre en application les résultats des votes.

De l'autre côté de la mer du Nord, du côté du post-référendum Brexit, les choses ne s'améliorent pas : « Le ton vire à l'aigre entre Londres et Bruxelles. Il y a quelques semaines, Européens et Britanniques espéraient encore pouvoir entériner le passage à une deuxième phase des négociations du Brexit portant sur la "relation future", notamment commerciale, lors du Conseil des dirigeants européens du jeudi 19 et du vendredi 20 octobre. Il n'en sera rien. Les Vingt-Sept devraient suivre la recommandation de Michel Barnier, leur

négociateur en chef, et constater l'absence de "*progrès suffisants*" dans les discussions sur le divorce avec le Royaume-Uni. Et pas question de donner un feu vert à une période de transition de deux ans, réclamée par la première ministre britannique, Theresa May, lors de son discours de Florence (Italie), le 22 septembre » (1). Pendant ce temps, les Britanniques comptabilisent ce qu'ils appellent depuis cinq ans les « *hate crimes* », agressions motivées par des questions raciales, la religion, l'orientation sexuelle, le handicap. La catégorie est nouvelle et comptabilise principalement (pour 80 %) des agressions aux connotations raciales. Celles-ci augmentent régulièrement après les attentats, mais il faut noter qu'elles ont atteint un pic après le référendum du Brexit (2).

Revenons à un pays qui dépend en grande partie, pour sa prospérité, de la machine productive allemande. « Les Autrichiens ont voté, dimanche, 15 octobre, pour renouveler leur Parlement lors d'élections anticipées provoquées par le conservateur (ÖVP) Sebastian Kurz après qu'il a pris la tête de son parti en mai. Arrivé premier à la suite d'une campagne dominée par les thèmes de l'immigration et de l'intégration des réfugiés musulmans, ce jeune homme de 31 ans à l'ascension fulgurante doit désormais lancer des négociations avec les sociaux-démocrates (SPÖ), deuxièmes, et l'extrême droite eurosceptique (FPÖ), troisième. En 2000, l'Autriche avait été le premier pays membre de l'Union européenne à faire entrer un parti d'extrême droite au gouvernement, ce qui lui avait valu des sanctions européennes. » (3) Ces élections sont clairement marquées par le rejet des immigrants, alors que la situation économique de l'Autriche est au mieux. Les prévisions de croissance du pays ont été revues à la hausse : « celle-ci pourrait atteindre 2,8 % en 2017 et en 2018. Il faut remonter au milieu des années 2000 pour trouver une performance comparable, supérieure de 0,8 point à celle de la zone euro… Les Autrichiens conservent aussi un niveau de vie parmi les plus élevés de la planète : en 2016, le produit intérieur brut (PIB) par habitant s'est établi à 40 420 euros, dans ce pays largement alpin, aux infrastructures exemplaires, et plus prospère que l'Allemagne voisine, le géant économique dont il tire l'essentiel de son activité. Une grande partie de l'économie autrichienne dépend des carnets de commandes des grands groupes allemands. » (4) La prospérité, on le voit, n'empêche pas le rejet. Certes, l'Autriche a son président Vert, mais ce n'est pas lui qui sera aux manettes.

Dans le même style et dans la même zone, ont eu lieu ce week-end des élections en Tchéquie, petit pays riche et égalitaire, spécialement depuis qu'il s'est débarrassé de la pauvre Slovaquie (partition en 1993). Vaclav Havel en était malade. « Avec des indicateurs économiques insolents de santé – chômage le plus bas d'Europe à 3,3 %, finances publiques saines, inégalités faibles –, les élections législatives tchèques des vendredi 20 et samedi 21 octobre ne devaient être qu'une formalité pour le Parti social-démocrate (CSSD), au pouvoir depuis 2014. Mais la vague contestataire antisystème qui traverse l'Europe n'épargne pas Prague : le CSSD n'ose guère espérer mieux que 15 % des suffrages, laminé dans les sondages par le phénomène Andrej Babis, dirigeant populiste flamboyant. Deuxième fortune tchèque et premier employeur du pays, à la tête du mastodonte Agrofert, une société financière de plus de 200 entreprises opérant dans l'agroalimentaire et la pétrochimie, M. Babis a commencé son ascension politique en 2011 en créant un parti au nom évocateur, l'Action des citoyens mécontents (ANO). » (5) Le fait qu'il soit accusé par l'Europe de détournements de fonds massifs n'a fait qu'accroître sa popularité et son avance. Décidément les pays ex-communistes fabriquent d'étranges oligarques. On le surnomme le Trump tchèque, on ferait mieux de dire : le Rybolovlev tchèque (6).

Quittons l'Allemagne et son *backyard* pour en venir à l'Europe du Sud. Ce dimanche, a lieu sans beaucoup de passions de surface un référendum, légal et consultatif, en Vénétie et en Lombardie à l'initiative de la Ligue du Nord. Les électeurs doivent dire s'ils sont favorables à « des formes supplémentaires et conditions particulières d'autonomie ». La date du 22 octobre est symbolique : elle renvoie au 22 octobre 1886, date où la Lombardie et la Vénétie ont rejoint le royaume d'Italie. Le nouveau maire de Milan, Giuseppe Sala, votera *Oui*. Plus classique, la grande figure de Massimo D'Alema a fait le voyage de Mestre pour dénoncer un référendum inutile. Le fondateur du parti indépendantiste vénitien, l'avocat Alessio Morosin, veut faire entendre une note plus inquiétante et le sérieux de l'affaire : « Le problème de ce scrutin, c'est la peur. Les abstentionnistes ont peur d'entendre le peuple » (7) – on prévoit 50 % de votants en Vénétie.

Autriche, Tchéquie : désir de démocratie faible et désir de populisme fort. Allemagne, Brexit, Italie : difficultés de la démocratie, le désir a du mal à se faufiler. Dans tous ces cas : mise en lumière de la peur des migrants. Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas les mêmes : en Allemagne, le million de Syriens accueillis par Angela Merkel ; en Angleterre, les Polonais accueillis par le marché ; en Italie, l'inquiétude de Lampedusa gagne, mais le Vatican veille ! ; en Tchéquie, où il n'y a aucun migrant, et en ex-RDA, où il y en a peu, c'est la pure peur du migrant inexistant.

Salut à la Catalogne !

Et puis, il y a la Catalogne. Salut à la Catalogne ! C'est une tragédie qui désole le cœur de l'Europe et déprime sa bureaucratie. Certains de ses membres pouvaient se réjouir *in petto* du Brexit, exaspérés par le caractère d'empêcheurs de gérer en rond des Britanniques avec leur « *I want my money back* ». Les appels du pied des indépendantistes catalans les ont, par contre, laissés de glace et même pétrifiés. On a laissé le président français dire tout haut ce qui se pensait tout bas. Personne ne veut toucher au droit international et aux frontières des États en Europe, droit si fragile, si humilié, depuis le coup de force de Poutine en Crimée. Personne ne veut non plus, dans le concert bureaucratique, d'un État de la taille de la Grèce avec des problèmes de dette financière aussi impossibles à résoudre que le calcul de la facture que devront acquitter les Britanniques. Le dernier appel de Carles Puigdemont, président du gouvernement régional de Catalogne, ce 21 octobre, dans le passage en anglais de son allocution convoquant le parlement catalan, restera de même ignoré.

Le nationalisme espagnol et sa droite immobile ne sont pas mieux en cour européenne. Au nom de l'Espagne-Une, qui peut convoquer les démons du franquisme, il a bloqué depuis 2010 le compromis élaboré par le PSOE qu'avait voté le parlement catalan appuyé sur un mixte autonomiste-socialiste. Par ailleurs, la droite a su s'allier au nouveau PSOE et à la nouvelle force de *Ciudadanos* pour faire face, au nom de l'unité de l'État espagnol, à l'obstination indépendantiste. Les indépendantistes ont profité des difficultés de l'après-crise économique de 2008, pour accuser l'État de tous les maux. De fil en aiguille et d'élections en manifestations, on en est venu au référendum illégal du 1er octobre. L'usage de la force disproportionnée et les violences policières contre une population largement issue des classes moyennes allant voter, a justement indigné l'Europe, et autorisé les indépendantistes à pousser plus loin.

Mais s'est alors révélé le conte de fées qui permettait de soutenir l'ardeur des militants, malgré la claire impréparation du coup suivant. En une semaine, 800 sièges sociaux d'entreprises – dit-on, bien que les chiffres ne soient pas publiés pour ne pas provoquer de paniques – et les trois grandes banques de Catalogne se sont mis à l'abri de l'incertitude financière et monétaire. Les organisations patronales catalanes ont fait discrètement pression. Il y a, bien entendu, coupure entre les industries exportatrices et les petites entreprises dépendant du marché local (260 000 petites et moyennes entreprises en Catalogne), mais quand même ! Les signaux d'alerte ont été envoyés. Les « retraits d'espèces citoyens » ne font que précipiter le problème. Aucun catalan raisonnable ne voudra partager le sort qu'a subi l'Argentine du *corralito* de 2001. Ne parlons ni des velléités de référendum du Val d'Aran qui, territoire catalan, prend ses avions et sa religion à Toulouse, ni des difficultés de l'agroalimentaire catalan avec la tomate andalouse. Comme pour le Brexit, les zones industrielles d'Europe découvrent que les concombres et les tomates viennent tous du même endroit : l'Andalousie, avec ses défauts, ses subventions, ses travailleurs immigrés peu documentés, le quartier gitan de Grenade depuis la Reconquista, etc. Les *Vegans* sont tous avec l'Andalousie ! La question bio et la question financière calmeront-elles les esprits, comme en France la sortie de l'Euro a dissuadé des électeurs d'extrême droite, réfractaires aux autres arguments en faveur du maintien dans l'Union, en particulier aux arguments écologiques ? Le capitalisme globalisé, dont on se plaint avec raison, adoucit aussi les mœurs, du moins celles de ceux qui ont quelque chose à perdre – les retraitées catalanes en font partie. Nous reprendrons cette question de la perte un peu plus loin.

Ajoutons une question d'importance. Qui soutiendra la paix civile ? Y a-t-il ou non division des *Mossos d'Esquadra*, les policier.ère.s catalan.e.s autonomes, héros.roïnes des attentats de l'été dernier ? Personne n'a oublié la détermination de cette policière ayant abattu sans faiblir ceux qui la menaçaient, elle et ses administrés, à Cambrils. Une partie de cette police autonome a clairement fait sécession d'avec l'Espagne lors des manifestations du 20 septembre et du référendum du 1er octobre. Mais l'unité de cette institution, ancienne dans son nom qui remonte au XVIIIe siècle, mais jeune – née en 1990 – dans sa nouvelle incarnation, n'est pas acquise. La pierre de touche sera l'évolution des prochains jours (8).

J'écris dans une période incertaine. Le gouvernement Rajoy, le 21 octobre, a décidé d'appliquer l'article 155 de la Constitution espagnole et, au nom de l'État de droit constitutionnel, veut reprendre les commandes de l'autonomie catalane. Puigdemont compte sur les manifestations de rue, avec pancartes en anglais « *Freedom for Catalonia* », et sur les fautes que commettra la *Guardia Civil* pour émouvoir l'Europe et mettre sous tutelle Rajoy. La maladresse et l'isolement de ce dernier dans les sommets européens ne présagent rien de bon. Du côté de la rue, comme dirait en France Mélenchon, ce sont les plus décidés qui l'occupent, les vertus militantes y ont toute leur place, mais elles ne décident pas de tout. Le fragile droit international, la puissance de l'argument financier, la loyauté des forces de répression et de la police de proximité à un signifiant-maître, voilà aussi qui pèsera lourd dans les prochains jours.

Miquel Bassols (9) oppose avec pertinence le symptôme catalan et le principe identitaire, mais il y a clairement à l'œuvre un principe non identitaire. Les Catalans, même s'ils ne sont pas indépendantistes, ont un mal fou à se reconnaître dans l'Espagne. Ils n'ont aucun symptôme espagnol. Même ceux qui ont un grand-père andalou venu chercher du travail dans la métropole du Nord sont à la peine. À Madrid, c'est différent. Des démocrates se reconnaissent dans une certaine narration nationale. Leur voix ne se transmet pas facilement. Un fait en est un symptôme : la voix la plus forte, lors des manifestations anti-indépendantistes à Barcelone, était celle du Péruvien, libéral et marquis de son état, Mario Vargas Llosa.

Ada Colau, maire de Barcelone, a su trouver une position originale. Elle a fait savoir qu'elle n'était pas pour la déclaration d'indépendance et n'a pas participé aux manifestations qui portaient cette affirmation. Mais le 21 octobre, elle a dénoncé « le jour le plus terrible de ces quarante dernières années » et demandé au PSOE catalan « de ne pas soutenir la décision de Madrid de suspendre l'autonomie catalane » (10). Madame Colau ne s'identifie pas aux camps massifiés, elle est hérétique et soutient un désir de démocratie décidé. Elle parle aux oreilles des analysants, qui sont tous déchirés, bouleversés et font entendre avec quelle justesse Lacan a pu énoncer que « l'inconscient, c'est la politique » (11), avec les conséquences qu'a su dégager Jacques-Alain Miller (12). Quoi qu'il en soit, le Forum du 18 novembre se tiendra au milieu d'un moment fécond du désir de démocratie en Europe.

À suivre : Partie II à paraître dans le prochain Lacan Quotidien. Inscrivez-vous pour le recevoir !

1 : Ducourtieux C. & Bernard P., « Brexit : les négociations achoppent sur le coût du divorce », *Le Monde*, 18 octobre 2017.
2 : Travis A., « Hate crime surged in England and Wales after terrorist attacks », *The Guardian*, 17 octobre 2017.
3 : « En Autriche, l'extrême droite en embuscade », *Le Monde*, 17 octobre 2017.
4 : Gauquelin B., « En Autriche, des élections incertaines et une forme économique insolente », *Le Monde*, 14 octobre 2017.
5 : Vitkine B., « Andrej Babis, milliardaire populiste à la conquête du pouvoir en République tchèque », *Le Monde*, 20 octobre 2017.
6 : Voir l'article du désormais célèbre tandem Gérard Davet et Fabrice Lhomme, « Le milliardaire russe Dmitri Rybolovlev au centre d'un "Monacogate" », *Le Monde*,14 septembre 2017.
7 : Connan J., « Vénétie, Lombardie : en Italie du Nord, l'autre référendum », *Le Figaro online*, consulté le 20 octobre 2017.
8 : Sur toutes ces questions, il faut lire les excellents articles sur notre Forum européen diffusés par l'EFP et dans *Lacan Quotidien*, ainsi que sur le blog de *Zadig-España*, de Rosa Elena Manzetti, Ana Aromi, Miquel Bassols, Enric Berenguer, Paola Bolgiani, Joaquim Carretti, Gustavo Dessal, Santiago Castellanos, Domenico Cosenza, Francesc Vila et de ceux que je ne peux citer dans leur extension. Beaucoup seront présents lors du Forum de Turin. La discussion sera passionnante.
9 : Cf. notamment Bassols M., « Le symptôme Catalogne et la crise de l'État », *Lacan Quotidien*, n° 739, 20 septembre 2017.
10 : Piquer I., « Démonstration de force des indépendantistes catalans dans les rues de Barcelone », *Le Monde*, 21 octobre 2017.
11 : Lacan J., Le Séminaire, livre XIV, « La logique du fantasme » [1966-1967], inédit.
12 : Cf. Miller J.-A., « L'orientation lacanienne. Un effort de poésie », leçon du 15 mai 2002, inédit. Cf. aussi Laurent É., « "L'inconscient, c'est la politique", aujourd'hui », *Lacan Quotidien*, n° 518, 23 juin 2015.

NOUVEAU SOUFFLE
SUR LE CHAMP FREUDIEN

Politique de la psychanalyse, psychanalystes en politique et passage de discours

par Domenico Cosenza

Dans sa Conférence de Madrid du 13 mai 2017 (1), Jacques-Alain Miller parle d'un risque en acte, toujours imminent, concernant le psychanalyste : l'asservissement inconscient à un S1 provenant du champ de la politique. Un S1 auquel il s'identifierait en tant qu'individu, un S1 qui, en place d'agent, rendrait ainsi de fait l'opérativité de l'analyste subordonnée et fonctionnelle au discours de maître. C'est un risque dont J.-A. Miller a donné plusieurs exemples au cours de ces derniers mois, depuis qu'il a entamé la nouvelle phase de son enseignement – celle dite du passage à JAM 2. Il a en particulier mis l'accent sur le risque d'un lien identificatoire des analystes à un parti ou mouvement politique qui pourrait lier, à son insu, le savoir de l'analyste aux exigences du discours du maître. Cette subordination au discours du maître peut prendre diverses formes.

Une version en serait une *subordination auxiliaire*, au sens où les philosophes médiévaux pensaient la philosophie comme *ancilla theologiae*. Dans cette perspective, la psychanalyse peut fonctionner comme une discipline justifiant les idées avancées par un parti ou mouvement politique, susceptible de transformer l'analyste, souvent malgré lui, en une sorte d'agent idéologique. Le savoir analytique risque de devenir dans ce cas un savoir au service du maître du moment.

Une autre version peut se manifester sous la forme d'une *stérilisation politique de la psychanalyse*. Là, l'analyste apparaît comme clinicien pur, neutre, immunisé dans sa pratique contre les vicissitudes du monde dans lequel il vit. Il s'agit d'une version possible de la *belle âme* qui peut capter l'analyste. Cette position ne prend pas en compte le fait que c'est au symptôme qu'il a affaire tous les jours dans sa rencontre avec l'analysant – symptôme qui, comme le soulignait J.-A. Miller dans la *Conversation d'Arcachon*, a la structure même du lien social (2).

Dans la perspective introduite par J.-A. Miller, il y a quelque chose me semble-t-il de radicalement différent quand il nous propose, à partir de la *Massenpsychologie* de Freud, de « faire exister la psychanalyse dans le champ politique » (3). Ce vecteur ouvre le champ à une « clinique de la civilisation », encore à construire mais dont nous pouvons trouver les mathèmes dans Lacan. Pour ce faire, il me semble absolument précieux de se référer en particulier, comme l'a rappelé Rosa Elena Manzetti dans son texte d'ouverture au débat vers le Forum de Turin (4), au plus « politique » des Séminaires de Lacan : le Séminaire XVII, *L'envers de la psychanalyse*.

Nous pouvons y repérer deux dérives possibles grâce aux mathèmes des quatre discours. Ils nous permettent de situer logiquement une variété de phénomènes historiques et sociaux qui impliquent la psychanalyse et mettent à l'épreuve son statut de discours.

La première dérive est précisément celle liée à l'identification à un S1 mis en position dominante, encore plus problématique quand un tel positionnement devient chronique, adialectique, inhibant la rotation d'un quart de tour des mathèmes et s'opposant dès lors au passage d'un discours à un autre. Dans ce registre, conformément à la *Massenpsychologie* freudienne, se manifestent à des degrés divers d'intensité toutes les formes de lien social dans lesquelles l'identification au maître induit une désubjectivation directement proportionnelle de l'individu, qui atteint sa forme extrême dans les totalitarismes et fondamentalismes centrés sur la référence à un leader charismatique.

Une autre dérive, très présente dans la société contemporaine, est donnée par la chronicité du discours sous sa forme universitaire, à travers l'installation tout aussi désubjectivante du signifiant impersonnel S2 en place d'agent. Dans ce registre, on peut reconnaître les effets dégradants du scientisme et de la technocratie, mais aussi de la bureaucratie et de la standardisation élevés au rang de paradigme totalisant, qui ravalent le sujet au rang de déchet. Nous ne mesurons que trop bien, au travers des batailles que nous avons conduites et que nous poursuivons, les effets ravageants des politiques gouvernementales visant à réglementer l'exercice des professions thérapeutiques et la santé mentale.

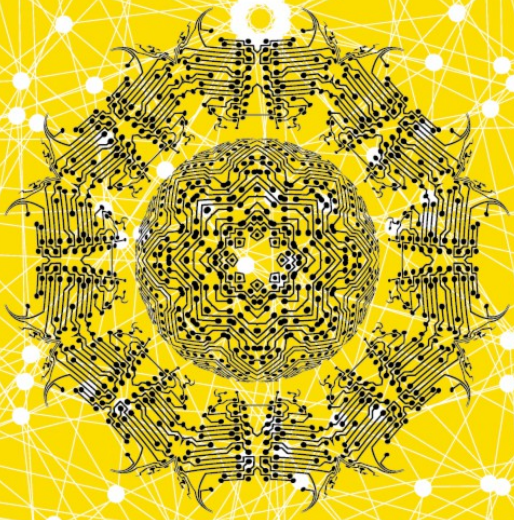
La psychanalyse en tant que praxis politique contre les effets néfastes de la chronicisation idéologique du discours, rendant possible la remise en cause du sujet à partir du transfert, à partir d'un changement de discours. La démocratie, condition d'existence de la psychanalyse, est structurellement liée à cette dynamique de changement discursif, qui permet la rectification de la position du sujet en le décollant des identifications aliénantes dont il est captif. Quand le pouvoir établi exclut ou persécute la possibilité de cette dynamique, la psychanalyse voit le terrain de son exercice miné. C'est pourquoi, d'une part, la psychanalyse a besoin de la démocratie comme condition d'existence et, d'autre part, le désir de démocratie est noué au désir de l'analyste.

1 : Miller J.-A., « Conférence de Madrid », *Lacan Quotidien*, n° 700, 20 mai 2017.
2 : Cf. *La Conversation d'Arcachon. Cas rares : les inclassables de la clinique*, Paris, Agalma, coll. Le Paon, 1997, p. 193.
3 : Miller J.-A., « Conférence de Madrid », *op. cit.*
4 : Manzetti R. E., « Vers le forum "Désirs décidés pour la démocratie en Europe" », *Lacan Quotidien*, n° 743, 6 octobre 2017.

FORUM EUROPEO DI TORINO

Desideri decisi di democrazia in Europa

18 NOVEMBRE 2017



AULA EINAUDI 2 - PALAZZINA EINAUDI. SCUOLA DI SCIENZE GIURIDICHE, POLITICHE, ECONOMICO-SOCIALI
UNIVERSITÀ DI TORINO, CAMPUS EINAUDI - CORSO REGINA MARGHERITA 60, TORINO
(INGRESSO GIARDINO VITTORIO POZZO)

PER INFORMAZIONI E PRE-ISCRIZIONI: ACCADEMIATORINESE@GMAIL.COM +39 011 817 88 90
QUOTA DI ISCRIZIONE: € 30. STUDENTI FINO A 21 ANNI: ISCRIZIONE GRATUITA. STUDENTI DA 22 FINO A 26 ANNI E ALLIEVI ISTITUTI: € 10,00

organizzato da
La movida
Zadig

e da
slp
EFP
Asociación Mundial de Psicoanálisis

con la collaborazione di
Accademia torinese dell'inatteso
IPOL

FORUM EUROPÉEN DE TURIN

DÉSIRS DÉCIDÉS POUR LA DÉMOCRATIE EN EUROPE

Turin, 18 novembre 2017

FICHE D'INSCRIPTION

Nom, Prénom : ……

Adresse : ……

Ville : ……..

CP : …….. Pays.: ……..

Tél.: …… Fax.....

e-mail.: ……..

Inscription :

€ 30,00

Etudiants de moins de 21 ans : **inscription gratuite** (renvoyer le formulaire d'inscription rempli)

Etudiants de 22 ans à 26 ans et élèves des Instituts IF, IPOL, ISDSF : **€ 10**

Modalité d'inscription :

Coordonnées pour virement bancaire

MANZETTI ROSA ELENA - FORUM EUROPEO TORINO

Code IBAN: IT 66 F 03048 30780 000 000 083 500
BANCA DEL PIEMONTE
AG. 38 PIOSSASCO
BIC/SWIFT CODE: BDCPITTT

Important: comme motif du virement, indiquer le nom et prénom de la personne qui s'inscrit au Forum

Après paiement, envoyer une copie du virement ainsi que le formulaire d'inscription (pièce jointe) rempli à : accademiatorinese@gmail.com

Pour informations : - mail: **accademiatorinese@gmail.com**
- tel.: +39 011 817 88 90

LECTURES

Exilés d'aujourd'hui

par Alice Ha Pham

« Le contemporain est celui qui perçoit l'obscurité de son temps comme une affaire qui le regarde et n'a de cesse de l'interpeler. »
Giorgio Agamben*, Qu'est-ce que le contemporain ?*

Il existe peu de manières de réussir à attraper quelques bouts de réel hors de l'expérience du divan. La littérature en est une et le dernier ouvrage de Juliette Kahane l'illustre. C'est d'abord son titre, *Jours d'exil* (1), qui m'a donné envie de le lire. Court et précis, il tombe juste. Le terme « exilé » est moins galvaudé que « réfugié » dans lequel la dimension du refuge semble avoir déserté le signifiant. En effet, de quel refuge parle-t-on ? Quel abri propose-t-on aujourd'hui à ceux qui ont fait le choix forcé de l'exil ?

Dans ce roman, Juliette Kahane nous parle d'un lieu à deux pas de chez elle qu'elle a fréquenté durant plusieurs mois, la Mdr (qui ne fait pas particulièrement mourir de rire), la Maison des réfugiés. Cette maison est un refuge éphémère. L'occupation des lieux – le lycée Jean-Quarré – aura duré quatre mois de juin à octobre 2015. Aujourd'hui, il est devenu un centre d'hébergement d'urgence géré par Emmaüs Solidarité. À l'époque, ce lycée hôtelier désaffecté était squatté par des migrants sans abris, soutenus par des militants « gauchistes ». C'est de l'intérieur que l'auteur nous raconte le quotidien des hommes et des femmes ayant trouvé refuge dans ce lieu, « migrants » mais aussi « bénévoles » qui chacun à leur manière s'y investissent – *Everybody's looking for something* (2) – chacun venant chercher, là, quelque chose. Et même si l'illusoire autogestion de la Mdr semble souvent « *portnawak* », il n'empêche que ça tient.

Arrivée un peu par hasard, poussée par sa curiosité et sans doute une certaine nostalgie de son passé militantiste, Juliette Kahane porte un regard sans angélisme sur cet endroit. « Le lycée est un grand marché de troc où l'on cherche tous quelque chose. Les exilés un toit, un matelas ou un morceau de matelas pour dormir, quelques jours de répit, un endroit où, parce qu'on est regroupés, on cesse d'être invisibles. Les militants un terrain de lutte, les flics des renseignements, les soutiens, activistes et autres bénévoles une occasion d'agir, de se montrer amicaux, d'« aider », avec l'infinie variété de nuances correspondant au tempérament et aux convictions de chacun à un moment donné. Sans compter le flot des donateurs qui ne tarit pas, les truands, les proxénètes et pédophiles à la recherche d'un nouveau terrain de chasse, les ravis qui

viennent proposer aux migrants une initiation à la méditation tantrique, la compagnie lyrique venue chanter Purcell, *Didon et Enée*, dans la cour… » (3). À travers son récit, c'est une réflexion intime et politique qui s'opère. D'un journal de bord, Juliette Kahane tire une œuvre littéraire qui vient interpeller le lecteur. Ça nous regarde !

Hannah, la narratrice, se questionne sur cette Maison des réfugiés. Elle est divisée entre humanisme sincère, militantisme suranné et un certain malaise. Sur place, elle choisit d'être la « bénévole naïve », voire idiote, afin d'éviter les altercations ou les récupérations en tous genres. Mais une fois la porte de la Mdr franchie, le conflit intérieur reste vif. Les accrochages avec son homme, Félix, le rendent palpable. Lui, universitaire, ancien révolutionnaire et gauchiste repenti, n'y croit plus. Il considère qu'il faudrait trier ces malheureux réfugiés *«* pour ne garder que les vrais » (4). Pourtant, il finira lui aussi par héberger et accueillir, par fidélité pour ses anciens combats, par amour pour sa femme ou bien simplement par constat, face au réel, qu'il n'y a pas d'autre choix. En effet, « Quelle arithmétique permettrait de séparer les vrais réfugiés des faux, quelle hache de trancher entre les bonnes raisons de s'exiler et les mauvaises ? » (5).

Plusieurs figures incontournables se détachent de cette fresque migratoire contemporaine. Il y a Jim, l'ami du couple, vieil ours mélancolique qui, alcoolisé, a tendance à virer Front National. Ray, l'amie « tiers-mondiste bon genre », une vraie *déter*, qui « de temps en temps agite un vieux drapeau noir, de manière aléatoire, ou un vieux fanal rouge qui n'éclaire plus rien » (6). Mino, la mamma nourricière autoritariste et toute-puissante qui, pour le bien des réfugiés tonne, gronde, impose, fulmine et interdit. Elle illustre à elle seule l'expression « l'enfer est pavé de bonnes intentions *».* Le Soudanais, lecteur d'*Une saison en enfer* de Rimbaud, ou encore Zal, le jeune Afghan, *désamorceur* de crises. Entre exilés et autochtones de la place des Fêtes, il s'est produit quelque chose. Ces *Jours d'exil* sont ceux des migrants venus se réfugier dans ce lycée, mais aussi ceux de tous les soutiens qui font tourner la baraque, exilés de leur confort parisien, venus chercher, là, quelque chose, même s'ils ne pourraient tous dire quoi…

Hannah, elle, tâchant d'en apprendre davantage – sur la situation des migrants comme sur elle-même – s'était dit qu'elle verrait bien. Elle constate qu'elle ne supporte pas plus les compassionnels et les charitables que les cyniques et les haineux, et ressent, par moments, « une overdose de misère et de laideur » (7). C'est dans ce nœud que le texte dévoile ce en quoi l'auteur se sent concernée : ne plus passer à côté des réfugiés sans les voir ; les accueillir sans *se* regarder faire de bonnes actions ; ne plus reculer face à ce qui d'elle-même se fait jour. « Au lycée on côtoyait la peur, la colère, l'idéalisme, la générosité, l'humour, la truanderie, la tristesse, l'espoir – mais jamais l'indifférence » (8). Par l'écriture, Juliette Kahane a approché cette indifférence-là, « brisant la mer gelée » (9) en elle. Trempant sa plume dans ce réel, elle en a extrait un livre.

1 : Kahane J., *Jours d'exil*, Éditions de l'Olivier, Paris, 2017.
2 : Eurythmics, paroles de *Sweet dreams*, 1983.
3 : Kahane J., *Jours d'exil*, *op cit.,* p. 73.
4 : *Ibid.*, p. 49.
5 : *Ibid.*, p. 50.
6 : *Ibid.*, p. 170.
7 : *Ibid.*, p. 157.
8 : *Ibid.*, p. 18.

Lacan Cotidiano

El amo de mañana, comanda desde hoy — Jacques Lacan

nº 25

SUMARIO

Las colisiones enunciativas y la fuerza de la princesa Leila — *Carlos Márquez*
El acto de Piqué — *Joaquín Caretti*

LA MOVIDA ZADIG
De todo laberinto se sale por arriba — *Hilda Vittar*

Las colisiones enunciativas y la fuerza de la princesa Leila

Carlos Márquez (Bogotá)

Carrie Fisher habría regalado una lengua de vaca en una caja de Tiffany con un lazo blanco a un productor de Sony que había acosado sexualmente a una amiga cantante. “Si alguna vez vuelves a tocar a mi querida Heather, o a cualquier otra mujer, la siguiente entrega será algo tuyo metido en una caja más pequeña”, decía la dedicatoria (1).

Esto se sabe porque Ashley Judd y otras actrices desencadenaron una colisión enunciativa (2) a pocos días de que se estuviera registrando la colisión de las estrellas de neutrones, con mil veces el poder de una supernova, y que confirma por quinta vez la teoría einsteniana de que el espacio-tiempo es un solo tejido en el que se producen ondas a partir de esas colisiones. A partir de allí al menos veinte grandes actrices de Hollywood alegaron haber sido acosadas o violadas por el superpoderoso productor de Hollywood Harvey Weinstein.

Alyssa Milano (3) instituyó en su cuenta de Twitter, que tiene tres millones de seguidores, la etiqueta #MeToo para que se manifestara la magnitud del problema del acoso y el abuso sexual y para que el foco se pusiera sobre las víctimas y no sobre el victimario. A partir de allí la colisión cósmica que se desencadenó en el mundo del espectáculo se viralizó masivamente por medio de las redes sociales.

Cuando Tippi Hedren en medio de esta tormenta sale a felicitar a las mujeres que se paran y hablan de sus terribles experiencias, relatando a su vez su historia de cómo fue acosada por Hitchcock en los años 60, dice al mismo tiempo que esto no es algo nuevo (4). Pero hay algo nuevo, así sea tan solo el hecho de que lo que todo el mundo sabe hasta el punto de constituir chiste (5) se convierta de pronto en algo grave, en algo inaceptable.

Es decir que lo nuevo pasa porque se toca el estatuto de la verdad sobre la relación entre los sexos y el saber hacer con las diferencias en las relaciones de poder que existen entre los seres sexuados.

A partir del #MeToo las ondas gravitacionales en Twitter y otras redes sacan a flote millones de historias de mujeres, y algunas de hombres, que han sido objeto de abuso sexual. No es lo mismo que las historias de seducción infantil con las que Freud tuvo que arreglárselas a comienzos de nuestra disciplina. En este caso no se trata de fantaseo, se trata de secreto. De vergüenza y culpa consigo mismo y de miedo hacia alguien más poderoso; se trata de ese enredo íntimo en el cual alguien que ha sido puesto en la condición de víctima intuye que de algún modo participa de ese goce que se le impone y por lo tanto se enreda para decir sobre este asunto, enredo que el victimario muchas veces aprovecha de manera canalla.

Estas colisiones cósmicas enunciativas nos muestran de qué están hechos los tiempos lógicos. El instante de la mirada es figura del traumatismo que la lengua introduce en el cuerpo. Podemos pensar en el tiempo para comprender como aquel en el que "hay rememoraciones, pero nada prueba su autenticidad. Ninguna es final. El llamado retorno de lo reprimido siempre se ve arrastrado por el flujo del *parlêtre*, en el que la verdad revela ser incesantemente mentirosa… El *proton pseudos* es también la falsificación final"(6), de modo que un tiempo para comprender pensado como ese flujo del cuerpo hablante, es un tiempo para no entender nada y para resistirse a concluir.

Y la precipitación del momento de concluir, en el sentido en el que se produce un precipitado en una reacción química, puede efectivamente no llegar, llegar tarde, llegar cuando ya no hacía falta, llegar demasiado temprano. Pero cuando llega es la colisión cósmica enunciativa misma que hace que muchos salgan a un tiempo de una prisión organizada por el delirio que consiste en creer que se comparte una realidad común. En este caso, la realidad común de las víctimas del abuso sexual "endémico", que todos callaron haciendo existir al hombre poderoso y gozador y que ahora se muestra como un monigote. ¿Despertar de la pesadilla para seguir durmiendo, como dice Lacan? ¿Prefigurar tal vez ese despertar que sólo brinda el psicoanálisis, en el que "Lo que no miente es el goce, el o los goces del cuerpo hablante" (7)?

Es la inopia en la que se encuentran las ciencias sociales, que dejaron caer a sus padres para convertirse en un desfile de egos, lo que hace que en lugar de nombrar a esta cadena de abusos y silencios como un hecho social, con lo que tiene de coercitivo, exterior y colectivo, se hable analógicamente de "endemia" como si se tratara de un contagio de algún agente biológico, contribuyendo al escamoteo del efecto de discurso que nos constituye como seres hablantes.

En el psicoanálisis podemos tomar lo mejor que nos dejan las ciencias sociales para apuntar a ese real que se capta por las ondas que produce en el disco-urso corriente que no cesa de intentar escribir que existe la relación sexual, precisamente porque se sostiene sobre el hecho de que no hay (8).

La fuerza siempre estuvo con Carrie Fisher. El complejo de Edipo más famoso de Hollywood, el de la familia Skywalker, se revela aquí eficaz para introducir una separación entre

el cuerpo y el pene del trasgresor, bajo la forma de la amenaza de castración. El asunto es por qué se llega a este nivel de cosas. ¿Es la transformación del orden simbólico, la semblantización del mundo, la que propicia ese desorden en el cuerpo masculino? ¿Son los efectos de un superyó que empuja a trasgredir para luego cobrárselas con la culpa y la destrucción de la vida del sujeto? Ahí hay que hacer caer al monigote de su pedestal de macho abusador para ver si puede llegar a preguntarse por ese goce del cual es el agente algunas veces a costa de su propia ruina, pero casi siempre a costa del sufrimiento de muchos otros.

1: Carrie Fisher "regaló" una lengua de vaca a un productor por acosar a una amiga:
https://elpais.com/cultura/2017/10/17/actualidad/1508243965_247695.html
2: Harvey Weinstein Paid Off Sexual Harassment Accusers for Decades:
https://www.nytimes.com/2017/10/05/us/harvey-weinstein-harassment-allegations.html
3: Alyssa Milano Wants Her 'Me Too' Campaign to Elevate Harvey Weinstein Discussion:
http://www.rollingstone.com/movies/news/alyssa-milano-on-her-me-too-campaign-weinstein-conversation-w509345
4: Twitter suspendió cuenta de víctima de Harvey Weinstein y celebridades llaman al boicot:
https://www.elespectador.com/entretenimiento/gente/twitter-suspendio-cuenta-de-victima-de-harvey-weinstein-y-celebridades-llaman-al-boicot-articulo-717967
5: Seth MacFarlane Says His Harvey Weinstein Oscars Joke Had Venom In It:
https://www.huffingtonpost.com/entry/seth-macfarlane-harvey-weinstein-oscars_us_59df3449e4b00abf36466ea1
6: Miller, J.-A. (2014), "El inconsciente y el cuerpo hablante".
http://wapol.org/es/articulos/Template.asp?intTipoPagina=4&intPublicacion=13&intEdicion=9&intIdiomaPublicacion=1&intArticulo=2742&intIdiomaArticulo=1
7: *Ibid.*
8: Lacan (1981), *El Seminario, libro 20: Aún,* Buenos Aires, Paidós, p. 46.

El acto de Piqué

Joaquín Caretti (Madrid)

El vértigo se ha apoderado de España. Los bandos se conforman sostenidos en dos banderas, dos trozos de tela que atrapan en una identificación férrea la subjetividad de amplias masas de población que habitan de uno y otro lado de la frontera que se comienza a erigir. España y Catalunya, Catalunya y España, hoy en apariencia, tan alejadas.

¿Cómo es posible haber llegado hasta aquí y no haber encontrado vías políticas y democráticas que inventaran una solución?

Es verdad que el referéndum convocado era ilegal pero también es cierto que el Gobierno de España ha reprimido de modo innecesario a las masas de votantes que se agolpaban a la puerta de los colegios electorales. Si la ilegalidad del referéndum es evidente, no así la legitimidad que tiene un amplio sector de los catalanes para pedirlo e incluso forzarlo de la buena manera. Al Gobierno lo asiste la legalidad, sin ninguna duda, pero pierde toda legitimidad al reprimir a gente desarmada y pacífica que ejercen su derecho a la desobediencia civil. ¿Por qué aporrear, tirar de los pelos, torcer brazos, hacer volar por los aires, golpear a ancianos, pisotear a los caídos, tirar pelotas de goma? Votar era ilegal, sí, pero era votar, no tomar por las armas la Moncloa.

Nos acercamos a un punto de no-retorno donde las palabras del Rey no ayudan a templar los ánimos. Marcó una línea infranqueable sostenida en la Constitución pero no abrió ninguna vía de negociación posible luego del restablecimiento del orden. Confiar en que el articulo 155 va a solucionar el problema es estar ciego ante los efectos insospechados que produce una identificación férrea en la subjetividad que toca al ser. Ser catalán se ha convertido en una bandera de millones de ciudadanos que reniegan de su ser español, sobre el que acumulan agravios centenarios o actuales sin la más mínima objetividad. Y es lógico que sea así pues no se trata de algo objetivo sino de una pasión que se anuda a una palabra vaciada de sentido. A esta palabra, catalán, se le ha anudado otra, independencia. Son dos palabras que producen un cierre sobre sí mismo de aquellos que las defienden y, a su vez, produce un efecto de segregación de todos aquellos que no las comparten, sean catalanes o españoles, vivan en Catalunya o en el resto de España.

Se han producido muchas propuestas y pensado caminos posibles, sean de diálogo o de dura aplicación de la ley, sea utilizando mociones de censura o enviando a la policía, sea por la vía del martirio o por medio de un referéndum. Ojalá el diálogo y la concordia resurjan aunque la inminente declaración de independencia no parece que vaya a favorecer ningún arreglo. La propuesta de generar un proyecto común entre España y Catalunya debería ser escuchada.

Por otra parte, hemos tenido estos días uno de los mejores ejemplos de cuál sería la vía a seguir: me refiero al acto de Gerard Piqué. El buen defensor del Barça y de la Selección española de fútbol lloró ante las cámaras cuando era interrogado sobre el referéndum que se acababa de celebrar el domingo 1 de octubre. No pudo soportar la emoción cuando recordó cómo la policía nacional y la guardia civil habían reprimido a la gente que les obstaculizaba la labor encomendada de impedir la votación. A continuación habló de que seguiría jugando en la Selección española porque en España había muchos demócratas que pensaban como él pero que si era un estorbo, no tendría problema en dar un paso al costado y abandonar la Selección. Al día siguiente, lunes 2, se presentó en la convocatoria de la selección a entrenar normalmente. Como era un entrenamiento abierto, las gradas estaban llenas de furiosos aficionados cargados de banderas españolas que lo insultaron, le gritaron que su nación era la española y desearon que lo echaran de la selección. Piqué aguantó los insultos y se quedó. Al día siguiente, martes 3, ya a puertas cerradas hubo un entrenamiento tranquilo. Es decir que Piqué lloró por Catalunya y entrenó con España al día siguiente. Habrá quienes quieran ver en esta paradoja un ejercicio de cinismo o de conveniencia económica o de que no sabe lo que hace o que traiciona sus ideales; sin embargo, a mi me parece que Piqué nos señala la profunda división subjetiva que significa ser catalán (y español). Por un lado, el amor a la tierra y a la lengua, a la historia, a las tradiciones y a las particularidades, a los paisajes propios y al mar, a las comidas y a las bromas, a todo aquello que lo constituye como una totalidad. Totalidad del ser catalán que está agujereado por lo español, irreversiblemente, y que cohabita en la subjetividad del pueblo catalán. Es la lengua que todos hablan, los lazos familiares que los llevan a pasearse por España, paisajes que penetraron en sus retinas, amores que vivieron o viven, hijos, calles, aventuras, libros, rivalidades futbolísticas que alegran la vida, debates y rencores.

Ser español hoy es ser asturiano, vasco, andaluz, gallego, navarro, valenciano, riojano, extremeño, madrileño, castellano-manchego, castellano-leonés, murciano, canario, balear, cántabro, aragonés y, por supuesto, catalán. Es la alegría de lo múltiple que constituye a España. Esto es lo que el acto de Piqué nos señala, con precisión, como un camino posible: alegría porque el uno nacional puede habitar en la multiplicidad sin desaparecer. Ahí anida el entusiasmo por la diversidad, por

llevar con más ligereza las identificaciones, por el buen uso del goce de vivir. Es esta alegría lo que defendemos todos los que amamos profundamente a Catalunya y a España. Esto es lo que pretende quitarnos la certeza del Uno nacionalista, creador de fronteras. Lo que no ha descubierto aún el nacionalismo es que esta alegría se la quita también a sí mismo.

LA MOVIDA ZADIG

De todo laberinto se sale por arriba*

Hilda Vittar (Córdoba)

"Es en esta juntura [del saber] con lo real donde se encuentra la incidencia política a partir de la cual el psicoanalista tendría su lugar si fuera capaz de ello".
Jacques Lacan, "Radiofonía", *Otros escritos,* p. 466.

La creación de este Nudo en Córdoba, que forma parte de una red nacional e internacional, tiene por objetivo lograr incidir como psicoanalistas en los asuntos de la política.

¿Porqué en este momento? Deviene de interpretar el malestar en la civilización en este tiempo que reconocemos que está regido por parámetros diferentes a los del siglo pasado. En este mundo globalizado y convulsionado, donde se ha producido una alianza inédita entre el capitalismo y la ciencia, estamos convencidos que es dentro del Estado de derecho y en pleno ejercicio de la libertad de palabra que el ser humano encontrará su vida digna. El objetivo de Lacan, tal como nos lo señala Miller en *Iluminaciones profanas,* consiste en echar luz sobre los espacios más oscuros no solo de la experiencia analítica sino también de la condición humana. Este es nuestro desafío.

Si bien el mundo hoy es global, las coordenadas que marcan cada realidad son particulares, por lo tanto en cada uno de los lugares, la existencia de estos nudos tomará su forma y armará sus estrategias para ser una herramienta útil al tratamiento social del malestar contemporáneo.

La única condición para quienes lo integran es que no presenten afiliación política. Porque es como analistas y no como militantes de un partido que sostendremos nuestras acciones.

Cómo incidir en los asuntos de la política ha sido una pregunta insistente en cada uno de nuestros encuentros. No lo sabemos de antemano pero, al decir de J.-A. Miller, nos formamos en la disciplina de la contingencia, contamos con el discurso psicoanalítico y con una formación sostenida que nos permite operar como tales.

Hasta ahora lo hemos hecho en nuestros consultorios, de ahora en más, como consecuencia inevitable de dejarnos tomar por la última enseñanza de Lacan consideramos que también podemos hacerlo fuera de los consultorios, como intérpretes de esta época.

Un analista debe saber orientarse en la sociedad donde vive y trabaja, en los debates que la agitan. Así el psicoanálisis en este siglo es una cuestión de sociedad, un problema de civilización y nos encontramos ante una elección forzada, si podemos hacerlo, debemos hacerlo.

"El analista como ayuda contra" es un nombre que Lacan le otorga al analista. La "ayuda contra" es ofrecer una versión del obstáculo, de ese real con el que chocamos una y otra vez. El

analista es una versión de eso, la eficacia del análisis consiste en conservar el lugar de esa función, incómoda.

Considero que esta función que el analista encarna es también operativa para poder incidir en los debates contemporáneos, de un modo que al romper sentidos establecidos, es decir estancos, abra a nuevas perspectivas.

Es con esta idea de ir situando en la sociedad donde vivimos las paradojas que entraña este "medio ambiente capitalista", que convocamos a una actividad, la primera de este nudo, una tertulia sobre el tema: ¿Qué es la democracia hoy?

Tomaré muy simplemente una definición de democracia y señalaré lo que desde nuestro ámbito hemos captado con preocupación y alarma.

La Democracia es una forma de organización del Estado que fue alcanzándose progresivamente en los países con la abolición de la esclavitud, la conquista del sufragio universal, el reconocimiento de la igualdad legal de las mujeres, el fin del colonialismo europeo, el reconocimiento del derecho de los trabajadores, la garantía de no-discriminación para las minorías raciales y étnicas.

Es muy interesante captar entonces como estamos hoy en relación a estos derechos adquiridos, lo que nos llevaría a pensar en las neo-esclavitudes, los neo-colonialismos, las nuevas segregaciones y racismos… que son índice de que los derechos adquiridos no son de una vez y para siempre. Hay el goce que escapa al orden simbólico y, hoy, que ese viejo orden simbólico no tiene el poder que ostentaba ha dejado al descubierto un real sin ley con el que nos toca arreglárnoslas.

Pero lo que me interesa transmitir es un concepto que tomo de Luigi Ferrajoli, filósofo y jurista italiano que acuñó el concepto de "esfera de lo indecidible" para garantizar los derechos constitucionales fundamentales e inalienables de todo ser humano, más allá de las democracias.

Este jurista estudioso de la democracia y autor de *Democracia autoritaria y capitalismo maduro*, entre muchos otros libros, señala que hay ciertos principios constitucionales del Estado Democrático que no pueden ser reducidos por la actuación de las propias instituciones que se han constituido a la luz de la democracia y, además, tampoco pueden ser olvidados.

De acuerdo a este postulado se constituye una esfera de lo indecidible. Son decisiones jurídicas fundamentales que no pueden ser objeto de limitación alguna. Los derechos fundamentales son aquellos inherentes al ser humano, que pertenecen a toda persona en razón a su dignidad.

Así, los actos de las mayorías, aún cuando hubieren sido creados conforme a la normatividad formal de la democracia, pueden ser inválidos por transgredir aquello que hemos llamado la esfera de lo indecidible. Este principio constitucional busca impedir el problema democrático conocido como "tiranía de las mayorías".

En una ocasión escribí para la revista *Mediodicho* nº 27 sobre el *ius resistentiae*, el derecho de resistencia, que no es sedición ni rebeldía sino un derecho a resistir cuando un principio fundamental es vulnerado, situación de la que no estamos exentos en las democracias formales.

Nos hemos encontrado en nuestro ejercicio profesional con situaciones que encendieron luces de alarma, prácticas llamadas terapéuticas que son maniobras de sugestión con el fin de incidir al modo pavloviano en la conducta de los sujetos.

> "En estas prácticas cuya última edición viene dada por las terapias cognitivo-comportamentales, opera la sugestión, aunque esté aligerada. No es tanto el ejercicio

directo y conminatorio del amo, no es ¡Haz esto o aquello! Es más bien inducir en un sujeto una autocoerción mental". (J.-A. Miller, *Piezas sueltas)*

Es necesario reconocer el ejercicio de la sugestión bajo máscaras aligeradas y que encuentran su lugar de aplicación en la uniformización que pretende reducir la particularidad del sujeto a un universal.

Así tanto las TCC, como cualquier otra práctica que avasalle la singularidad de los sujetos, singularidad que reconocemos está a la altura de lo que llamamos derechos fundamentales e inalienables del ser humano, singularidad que es necesario despegar de la idea de individualismo, que por cierto no es una aspiración en la experiencia analítica. Es necesario señalar una vez más que ese rasgo singular es la piedra preciosa a partir de la que se funda cualquier subjetividad. Allí no hay valor moral, no es ni buena ni mala y por lo tanto es desde allí que las mejores perspectivas se abren.

A esa marca la llamamos con un neologismo *sinthome,* y por eso elegimos para nombrar nuestro nudo "La Patria del *sinthome"*.

Nos toca a cada quien detectar desde su posición qué reconocemos como ataque a los derechos del hombre, porque allí residirá la potencia para ejercer *el ius resistentiae.*

* El presente texto es el resultado de la elaboración presentada por la autora en "¿Qué es la democracia hoy?", primera tertulia del Nudo Zadig en Córdoba: **"**La patria del síntoma". El título del texto es una cita de la obra *Laberinto de Amor* (1936), de Leopoldo Marechal.

Lacan Cotidiano

Redactor jefe: Miquel Bassols

Redactora adjunta: Margarita Álvarez

Comité ejecutivo:

Jacques-Alain Miller, presidente

Miquel Bassols, Eve Miller-Rose, Yves Vanderveken

Lacan Quotidien, « La parrhesia en acte », est une production de Navarin éditeur
1, avenue de l'Observatoire, Paris 6e – Siège : 1, rue Huysmans, Paris 6e – navarinediteur@gmail.com

Directrice, éditrice responsable : Eve Miller-Rose (eve.navarin@gmail.com).
Rédacteur en chef : Yves Vanderveken (yves.vanderveken@skynet.be).
Éditorialistes : Christiane Alberti, Pierre-Gilles Guéguen, Anaëlle Lebovits-Quenehen.
Maquettiste : Luc Garcia.
Relectures : Anne-Charlotte Gauthier, Sylvie Goumet, Pascale Simonet.
Électronicien : Nicolas Rose.
Secrétariat : Nathalie Marchaison.
Secrétaire générale : Carole Dewambrechies-La Sagna.
Comité exécutif : Jacques-Alain Miller, président ; Eve Miller-Rose ; Yves Vanderveken.

pour acceder au site LacanQuotidien.fr CLIQUEZ ICI.